

LES RÉSEAUX DE RÉSISTANCE DANS LES BASSES-PYRÉNÉES (1940-1944)

Sur un tel sujet, on ne peut en rester, encore aujourd'hui, qu'à l'apparence des choses. Pourra-t-on aller plus loin un jour ? Ce n'est pas certain, tant les archives font cruellement défaut et les sources, trop fréquemment, sujettes à caution.

En effet, il n'existe, à notre connaissance, aucune archive primaire, dans un quelconque dépôt, sur l'un des réseaux de Résistance actif dans le département. Les quelques historiens ayant travaillé sur le sujet ont toujours dû se contenter des quelques sources, imprimées par les résistants eux-mêmes et reposant sur des documents privés ou familiaux, voire sur la mémoire des intéressés. Au premier rang de cette documentation, qui n'est jamais détaillée ni présentée de façon systématique, se place l'ouvrage de Louis Poullenot, dont il faut rappeler qu'il repose sur le travail d'Honoré Baradat, figure éminente de la Résistance et correspondant du Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale, dans les années cinquante et soixante¹. Honoré Baradat n'était pas historien, ses recherches se sont heurtées à de nombreux obstacles, au premier rang desquels le conflit des mémoires d'après-guerre, et nous n'avons recueilli de ses sources que leur écho, tel qu'il apparaît dans l'ouvrage de Louis Poullenot, c'est-à-dire peu de choses. Encore faut-il préciser qu'Honoré Baradat n'a travaillé que sur une partie du département, la zone non-occupée, ce qui exclut toute la partie occidentale (Bayonne, Labour et Basse-Navarre), c'est-à-dire deux provinces basques sur trois, la Soule étant directement rattachée au Béarn. Donc, une étude partielle, sur une zone partielle, à partir d'archives et de sources quasi inexistantes. Dans de telles conditions, la connaissance des réseaux de Résistance ne peut être que superficielle et parsemée de lacunes béantes, sans doute irrémédiables.

Il est vrai qu'il ne pouvait guère en être autrement. L'absence de documentation primaire n'est pas spécifique à notre département. On la constate partout ailleurs. En effet, l'existence de documents d'archives est contraire au principe même de la lutte clandestine. Pour un résistant, à quelque niveau qu'il se situe dans la hiérarchie de son mouvement, il n'est pas question de rédiger le moindre rapport, dans lequel il consignerait les détails d'un projet, d'une réunion ou d'une action, et, moins encore, dans lequel il citerait des noms, même cryptés ; ce serait, en cas de perte, de fuite ou d'arrestation, faire courir un risque considérable à tout ou partie d'un mouvement, patiemment bâti pendant de longs mois ; ce serait compromettre ses propres compagnons de lutte, leur biens et leurs familles, et les mettre en danger de mort. La seule loi dans le domaine de la clandestinité, une loi intangible, est celle de la communication orale, elle-même soigneusement protégée. Tout écrit est prohibé et, si les circonstances le rendent indispensable, il doit être, non seulement, réduit au minimum absolu, mais aussi, susceptible d'être immédiatement détruit. Dans ces conditions, l'historien ne peut s'attendre à trouver, au mieux, que quelques notes succinctes, rédigées sur de minuscules fiches, elles-mêmes souvent codées et souterraines. N'échappent à cette règle que quelques tracts, journaux ou rapports ultrasecrets, ce qui est à peine le cas dans notre département². Il faut donc tenter de compenser ce handicap presque insurmontable.

Les réseaux de Résistance sont nés de façon spontanée dans notre département comme partout ailleurs. Même si leur structure, après plusieurs années de fonctionnement et au fil des réorganisations successives, est souvent caractérisée par une extrême complexité, ils proviennent à l'origine d'une idée simple, le refus de la défaite. Nous ne chercherons pas ici à développer ce thème qui ne correspond pas à notre propos, nous nous contenterons seulement de relever que toute une série d'initiatives, survenues dans le département pendant les deux dernières semaines du mois de juin 1940. Elles témoignent de l'ampleur de ce refus.

C'est d'abord la réunion spontanée du 19 juin, dans le patio de l'Hôtel de Ville de Pau, rassemblant environ 800 personnes, au cours de laquelle les participants décident de répondre à l'appel à la résistance lancé la veille par le général de Gaulle ; le soir même, six autobus partent de Pau à destination de Saint-Jean-de-Luz, afin d'embarquer les volontaires pour Londres.

C'est ensuite la réunion du 20 juin, au café Ducau, place de la République à Pau, au cours de laquelle cinq Palois (Honoré Baradat, Ambroise Bordelongue, Joseph Santaoloria, Robert Lacoste et Louis Ducau) décident de rassembler leurs forces pour lutter contre les Allemands ; cette réunion est souvent considérée comme l'acte de naissance de la Résistance clandestine dans le département.

Ce sont aussi les manœuvres du commandant Loustaunau-Lacau qui tente de rassembler quelques fidèles chez lui, fin juin, à Oloron, pour réfléchir à une éventuelle riposte ; mais, blessé, l'intéressé ne peut se rendre à la réunion qu'il a lui-même programmée et l'affaire tourne court³.

C'est également le rassemblement des trente élèves du lycée Marracq, à Bayonne, les 20 et 24 juin, pour s'organiser et tenter de rejoindre l'Angleterre⁴.

Ce sont enfin les départs de sept navires polonais et britanniques, les 21 et 24 juin, depuis le port de Saint-Jean-de-Luz, à destination du Royaume-Uni et de la France libre, avec à leurs bords, plusieurs centaines d'hommes, parmi lesquels les jeunes du lycée Marracq, le capitaine Georges Bergé, René Cassin, Pierre de Chevigné, Daniel Cordier, Robert Galley, Joël Le Tac, Jacques Monod, Maurice Schumann, etc⁵.

D'autres protestations spontanées sont également signalées, mais elles ne peuvent être attestées ici avec certitude. Il n'en reste pas moins que l'ampleur des réactions de refus est indiscutable, même si ses effets doivent être relativisés. En effet, elles ne déboucheront pas toujours, une fois le premier enthousiasme passé, sur l'engagement des intéressés.

Les réseaux de Résistance sont habituellement classés en trois groupes : les réseaux de sauvetage, les réseaux de renseignements et les réseaux de passage ou d'évasion. Leur fonction première, à la différence des maquis, n'est pas la lutte armée mais le refus, en quelque sorte civil, de la défaite. Leur objet est donc de protester contre l'armistice, de s'y opposer en refusant la légalité de Vichy, de désobéir, et de venir en aide à tous ceux qui luttent par les armes contre l'occupant allemand.

Les quatre grands réseaux internationaux créés dans le département des Basses-Pyrénées

Il s'agit de réseaux de renseignements et d'action qui disposent de contacts, en 1943-44, dans toute l'Europe occidentale, depuis les îles britanniques jusqu'à l'Espagne, la Suisse et le Danemark. Ils sont en relations étroites avec le SOE ou le BCRA de Londres. On les connaît aujourd'hui assez bien, de nombreuses études, mémoires ou émissions leur ayant été consacrées.



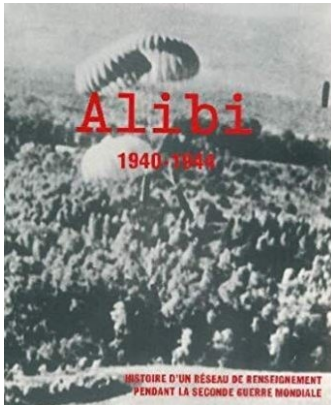
Le réseau *Alliance*, dont de Gaulle disait qu'il fut « l'un des premiers et des plus importants services de renseignements sous l'Occupation », fut constitué à Pau dès l'automne 1940.

Rappelons brièvement les conditions de sa création⁶. Le 7 octobre 1940, un petit groupe de militaires, les uns d'active, les autres de réserve, tous anciens combattants de la Grande Guerre, tous anciens élèves du lycée de Pau, décide de se constituer un noyau de résistance, à l'initiative de l'un d'eux, le commandant Georges Loustaunau-Lacau. Ce dernier, nous l'avons vu, s'était déjà signalé dès juin 1940 par son refus de l'armistice et sa volonté de continuer le combat. Le petit groupe se retrouve quelques semaines plus tard, le 28 octobre, date véritable de la création du réseau. La réunion a lieu en toute discrétion chez le négociant en vins palois Henri Saüt, dans l'arrière-boutique de son magasin, rue Castetnau. Elle rassemble notamment, outre Loustaunau-Lacau et Saüt, quatre autres officiers, Pierre Gascogne, Jean Broqua, Camille Bouvet et le capitaine Dupuy. Ces officiers partagent, au-delà de leurs souvenirs communs de lycéens et de combattants, une même conception de la grandeur de la France. Mais surtout, ils ne supportent pas l'idée de la défaite, dont ils estiment qu'elle est contraire à l'histoire du pays et infamante pour son prestige. Ils appartiennent tous à la même tendance politique, celle de la droite nationaliste, socialement conservatrice mais viscéralement patriote. Certains d'entre eux, comme Loustaunau-Lacau, ont même été en contacts avec *la Cagoule*, avant la guerre, et n'ont jamais caché ni leur anticommunisme, ni leurs sympathies pour la droite extrême. D'ailleurs, ce dernier, qui fut en 1924 condisciple de de Gaulle à l'École de Guerre (il sort major de sa promotion), dirigeait en 1937 le périodique *L'Ordre national*, journal d'extrême-droite, et fut à ce titre placé dès 1938 en position de non-activité par le gouvernement Daladier. Personnage d'un charisme indiscutable, il est l'âme du petit groupe clandestin. Sous le pseudo de *Navarre*, il lui confère sa première identité, le réseau *Croisade*, très vite rebaptisé *Alliance*. Il convient de souligner qu'aucun des créateurs du réseau ne songe, à l'automne 1940, à remettre en cause la légitimité du nouveau régime fondé par Pétain. Tous sont alors maréchalistes et l'affirment sans ambages. Mieux, Henri Saüt lui-même est le président de la section départementale de la Légion Française des Combattants (cette couverture lui permettra, dès 1941, d'accumuler d'innombrables informations et de les transmettre à Londres). Par la suite, évidemment, ils s'opposeront tous frontalement à Vichy. Leur engagement dans la Résistance les conduira même à en payer le prix le plus fort, à la seule exception de Loustaunau-Lacau⁷.

Ainsi, l'acte de naissance et les premiers pas du réseau sont survenus à Pau. En 1941, on peut même considérer que la capitale du Béarn est le véritable siège de son comité directeur, puisque la plupart des réunions se tiennent dans deux villas (aujourd'hui disparues) du boulevard d'Alsace-Lorraine, la villa *Etchebaster* d'abord, la villa *Welcome* ensuite. La

villa *Etchebaster*, premier véritable siège d'*Alliance*, fut louée par Pierre Gascogne, à son propre nom, en mai 1941.

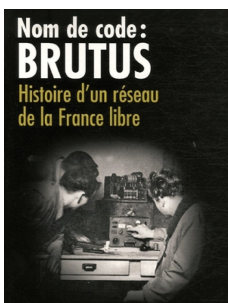
Le réseau fonctionnera pendant toute la durée de l'occupation, transmettant à Londres, par l'intermédiaire du SOE britannique, de précieux renseignements, notamment sur les effectifs des garnisons allemandes occupant la côte basque, sur leurs lignes de défense et sur la position des batteries côtières aménagées entre Hendaye et Tarnos. Il comptera plus de 3000 membres, parmi lesquels un millier environ seront victimes d'arrestations et 438 mourront déportés, torturés ou fusillés.



Le réseau *Alibi* est, lui aussi, créé à Pau. L'initiative en revient au Palois Georges Charaudeau (1901-1990) ⁸. La biographie de ce dernier mérite d'être évoquée, car elle est révélatrice de l'état d'esprit de ces jeunes militaires qui, nous l'avons déjà évoqué, n'acceptent pas l'idée même de la défaite, mais aussi parce qu'elle témoigne de la complexité des réseaux de résistance.

Pendant les années trente, l'intérêt de Georges Charaudeau pour les sports mécaniques l'avait porté à la présidence de l'Automobile Club béarnais ; parallèlement, il avait effectué plusieurs missions en Espagne, en 1936, comme officier de réserve chargé du renseignement, et y avait noué des contacts avec l'*Intelligence Service* britannique. En 1940, il ouvre à Madrid une maison de couture, officine d'apparence respectable qui sert de couverture à ses véritables activités antiallemandes. Avec la complicité d'un diplomate américain en poste à Vichy, il crée, le 1er juillet 1940, le réseau *Alibi*, dont le siège est d'abord fixé dans sa résidence personnelle paloise. En même temps, ses liens avec le journal *L'Auto*, dont il est le correspondant en Béarn, et notamment son amitié avec Jacques Goddet (le futur fondateur du journal *L'Equipe*) lui offrent toute latitude pour se déplacer à travers la zone non-occupée. Il en profite pour structurer son réseau, particulièrement avec les cadres de l'armée d'armistice. Pendant quatre ans, à l'aide d'une quinzaine de postes émetteurs clandestins, il transmet à Londres de précieuses informations sur les bases de défense allemandes de la façade atlantique. Il dispose de relais dans la plupart des départements français, ainsi qu'en Espagne. En 1944, son réseau, d'une redoutable efficacité, est à l'origine de plusieurs opérations militaires alliées. Moins vaste qu'*Alliance*, il est, en revanche, considéré comme un modèle d'organisation, sans doute le plus abouti dans ce domaine, avec le cloisonnement étanche de ses cellules.

Sur les quelques 450 membres que comptera le réseau, *seulement* 15 d'entre eux trouveront la mort pendant la guerre, la plupart, à la suite des exactions des truands du groupe Bonny-Lafont de la rue Lauriston. Ces cruelles disparitions conduisent Charaudeau à fusionner son organisation, en avril 1944, avec le réseau *Maurice*, sans pour autant interrompre sa propre activité.



Le réseau *Brutus* trouve son origine dans plusieurs organisations clandestines paloises créées dès 1940. Ce réseau, organisé à Marseille en juillet 1941, est en effet intimement lié à la capitale béarnaise. Dès l'automne 1940, en effet, trois filières de renseignements siégeant à Pau

sont constituées, en relation avec le BCRA. Rapidement structurées en réseaux, elles prennent les noms de *Lucas*, *Saint-Jacques* et *Raymond*. Elles ont été fondées par deux médecins palois réputés, les Dr Roche et Fourcaud. Elles disparaissent l'année suivante, intégrées dans *Brutus*, mais les fondateurs continueront leurs activités pendant toute la durée de la guerre.

Brutus sera commandé dans les années suivantes par des chefs prestigieux, comme Gaston Defferre et le colonel Rémy, et rassemblera quelques figures éminentes de la IVème République, telles que les futurs ministres Daniel Meyer, Félix Guin, Pierre Sudreau ou Eugène Thomas. Dans la région, le réseau pourra surtout compter sur le capitaine Albert Le Lay, receveur des douanes en poste à Canfranc, qui mit sa filière de passage vers l'Espagne à la disposition de plusieurs autres réseaux, tels qu'*Alliance* ou *Résistance-Fer*.



Le réseau *Castille* est créé par le capitaine Georges Bergé le 24 mars 1941 à Bayonne. Les conditions de sa naissance sont décrites avec précision par Jean Crouzet, dont l'histoire personnelle recoupe largement celle des fondateurs⁹. On peut en retenir que le capitaine Bergé, landais d'adoption, avait rejoint la Résistance dès les premières heures de son histoire ; dès le 20 juin 1940, il s'était embarqué pour Londres, depuis Saint-Jean-de-Luz, à bord du *Sobieki* ; le 24, il était présenté à de Gaulle et, en septembre, il créait en Angleterre la *1ère Compagnie française de l'Air des FFL* ; le 15 mars 1941, il commandita les parachutistes chargés de la mission *Savannah*. A la fin du mois de mars, il passe deux semaines décisives en Pays basque, au cours desquelles il organise les grandes structures du réseau de renseignements et d'action, auquel il donne le nom de *Castille*. Il s'appuie pour cela sur quatre personnages qui deviendront les principaux responsables de l'organisation : d'abord Adolphe Lacoste, son beau-frère, receveur des PTT à Tarnos ; puis, Laurent Dagouassat, tenancier du poste d'essence de Tarnos, sur la RN 10, Pierre Fort, directeur de la Caisse d'assurance sociale mutualiste de Bayonne, et André Cazalis, inspecteur des PTT. A l'exception de Dagouassat, tous ont en commun d'appartenir, d'une part, à la section bayonnaise de la SFIO et, d'autre part, à la loge maçonnique bayonnaise *La Zélée*, du Grand Orient de France.

Le réseau se signale en 1941 par l'hébergement de trois missions de commando, à Mimizan, et par l'envoi à la BCRA de Londres de nombreux dossiers d'informations. Pierre Fort en devient rapidement le chef et la figure centrale, y compris lorsque le réseau fusionne avec *Confrérie-Notre-Dame*, en mars 1943. C'est pourquoi, on affirme souvent que *Castille* fut un réseau essentiellement basque, ce qui est très exagéré compte tenu de son large champ d'action, à travers toute l'Europe occidentale. Il compta jusqu'à 150 agents.

Ainsi, sur les quatre réseaux internationaux créés dans les Basses-Pyrénées en 1940-41, trois le furent à Pau dans les premiers temps de l'histoire de la Résistance.

Un cinquième pourrait même être ajouté à la liste, puisque la section « évasions » du réseau de renseignements **Bourgogne** est gérée depuis Pau, par Georges Claverie, de l'intérieur même de sa maison (rue Matthieu Lalanne). Mais il ne s'agit pas d'une création, même si les filières de passage ont été conçues depuis la capitale béarnaise.

Comment expliquer une telle fréquence des créations, fait aussi remarquable que peu connu ? Quelles en sont les raisons ? On se contentera d'en évoquer deux, parmi les plus déterminantes. D'abord, la situation géographique particulière de la capitale béarnaise, à quelques dizaines de kilomètres de la ligne de démarcation et de la frontière ; une position stratégique qui la dispose presque *naturellement* à l'organisation de telles structures. La seconde ne doit pas être sous-estimée : une population rurale fortement marquée par les hécatombes de la Grande Guerre, donc peu soucieuse de transiger avec les Allemands et, par ailleurs au tempérament volontiers obstiné.

Sur la Côte basque *occupée*, la situation est un peu différente. La région est soumise à une étroite surveillance de la part des forces allemandes, incontestablement beaucoup plus serrée qu'en Béarn. En outre, les traditions de passage en Espagne, clandestines ou non, poussent plutôt la population à organiser des réseaux de franchissement de la frontière. L'action se porte donc plutôt sur ce secteur, même si la vivacité de *Castille*, ou de plusieurs autres réseaux, montre bien que la quête du renseignement et l'action clandestine y occupent une place importante.

Caractéristiques des réseaux départementaux des Basses-Pyrénées

Plutôt que de dresser un tableau, réseau par réseau, tel qu'on pourra déjà le trouver (incomplet) par ailleurs¹⁰, nous préférons présenter ici quelques-unes des grandes caractéristiques des réseaux départementaux.

Tous les réseaux des Basses-Pyrénées sont placés, dès leur création ou dans le cours de leur fonctionnement, **sous le commandement civil des chefs de la Résistance départementale**. Car il s'agit bien d'un commandement civil, et non militaire, à la différence de ce que l'on observe dans les maquis de l'ORA. Ce commandement s'est structuré peu à peu et finalement unifié, à l'image des mouvements de résistance, rassemblés par Jean Moulin sous l'autorité de de Gaulle en 1942. Il conduit, en janvier 1943, à la création des MUR (Mouvements Unis de la Résistance), dont la fonction première est de réaliser la coordination de la Résistance sur le terrain. Dans le département, les MUR sont placés sous l'autorité d'Ambroise Bordelongue, résistant de la première heure. Bordelongue fut, nous l'avons dit, l'initiateur de la réunion du 20 juin 1940 au café Ducau, à Pau, acte de naissance de la résistance paloise ; il fut ensuite le créateur et le chef du mouvement *Combat* dans la zone non-occupée du département ; pendant près de quatre ans, il s'emploie sans relâche à concevoir et à adapter l'organigramme de son mouvement, à définir sa stratégie, à préparer ses actions et à même à les organiser. On peut se demander comment ce personnage discret, receveur du bureau de poste de la rue Gambetta, héros de la Grande Guerre au cours de laquelle il perdit le bras gauche, parvient à imposer son autorité à l'ensemble des résistants. Certes, il est entouré d'un état-major de qualité, au premier rang duquel se placent l'instituteur Honoré Baradat, le courtier en grains Bénédict Rodriguez, l'industriel René Cassagne, le négociant en tissus Sauveur Cozzolino, les militaires de carrière Paul Boudoube et Salvador Verrons, le professeur Lucien Favre, le chef de bureau préfectoral Eloi Duboscq, pour ne citer

que les plus connus, mais il est incontestable que son autorité naturelle et ses qualités d'organisateur jouèrent un rôle déterminant.

Le petit groupe des MUR est sensé coordonner l'action de tous les réseaux béarnais et souletins en 1943. L'affaire est difficile car il s'agit d'imposer son autorité à une quarantaine de formations, réseaux de renseignement, de sauvegarde, de passage ou de l'action clandestine, ainsi que de leurs antennes ou sous-réseaux, sans parler des corps francs et des maquis. C'est pourquoi ce commandement reste assez lointain, souvent, au début, plus théorique que réel. D'autant plus que l'indispensable cloisonnement rend lente et complexe la circulation des consignes. En 1944, et particulièrement au moment des combats de la Libération, une plus grande efficacité est constatée, la nécessité d'une autorité unique étant communément admise. A cette époque, d'ailleurs, les MUR ont laissé la place au MLN (Mouvement de Libération Nationale), dans lequel sont intégrés tous les mouvements de résistance, y compris les guérilleros espagnols et les communistes. Ambroise Bordelongue en est toujours le chef et le restera jusqu'au bout, même s'il doit céder la présidence du CDL à Honoré Baradat, après son faux pas de l'affaire de Saint-Faust¹¹.

Il convient de noter que les sigles de MUR et de MLN n'étaient guère utilisés à l'époque par les résistants eux-mêmes. Ils évoquaient alors l'Armée secrète, terme qui désignait au départ la branche armée et combattante du mouvement *Combat*, placée sous le commandement de Bénédicte Rodriguez, mais qui finit par qualifier, dès 1943, l'ensemble des organisations clandestines de la Résistance civile rassemblées dans les MUR.

Sur le plan sociologique, soulignons que rien ne semblait, au départ, prédisposer les hommes qui constituent les cadres de la Résistance départementale, à assumer de telles responsabilités. Ils étaient tous issus de la société civile, ils appartenaient tous aux classes moyennes de la population, ils exerçaient tous une activité professionnelle et ils menaient tous une vie rangée, avec femmes et enfants. Bref, ils étaient représentatifs de la société provinciale dont ils étaient issus et dans laquelle ils avaient toujours évolué.

Une deuxième caractéristique réside dans **la place éminente des francs-maçons** au sein des réseaux de résistance des Basses-Pyrénées. Pratiquement tous les cadres appartiennent au Grand Orient de France, à commencer par Ambroise Bordelongue et Honoré Baradat à Pau, ou Pierre Fort à Bayonne. Les deux loges du département, *Le Réveil du Béarn* à Pau¹² et *La Zélée* à Bayonne, qui rassemblent chacune une quarantaine de membres à la veille de la guerre, fournissent au total une trentaine de résistants, soit presque la moitié de leurs effectifs cumulés. Mieux, leur engagement date, dans presque tous les cas, des premières heures de l'histoire de Vichy, et pour certains, des lendemains même de l'armistice.

De la loge paloise *Le Réveil du Béarn*, proviennent, outre Bordelongue et Baradat, figures emblématiques déjà citées, les personnalités suivantes (liste très incomplète) :

- Paul Boudoube, successeur de Bénédicte Rodriguez à la tête de l'Armée Secrète
- René Cassagne, chargé du renseignement au sein des MUR
- René Chassagne, responsable de la logistique des maquis au sein des MUR
- Sauveur Cozzolino, trésorier des MUR
- Lucien Favre, responsable de la communication, fondateur de *La IVème République des Pyrénées*
- Léon Ladouce, chef de l'Armée Secrète pour le canton d'Oloron

- Henri Lasvignottes, chef de l'Armée Secrète pour le canton d'Arzacq
- André Lazorthes, responsable de la section Réfractaires au STO au sein des MUR
- Alexandre Sahuc, inspecteur général de l'AS pour les Basses-Pyrénées, les Hautes-Pyrénées et le Gers
- Louis et Elise Poullenot, membres dirigeants du réseau F2 et de la section NAP de la préfecture
- Bénédicte Rodriguez, chef militaire de l'Armée Secrète,
- Joseph Santaoloria, l'un des participants à la réunion du café Ducau

De la loge bayonnaise *La Zélée* proviennent¹³, outre Pierre Fort déjà cité, les personnalités suivantes (liste très incomplète) :

- Daniel Argote, responsable de la section NAP Enseignement, chef de l'Armée Secrète pour le canton d'Orthez, tué le 10 août 1944 près d'Orthez
- André Cazalis, inspecteur des PTT à Bayonne
- Fernand Cazetou, instituteur à Banca
- Adolphe Lacoste, receveur des PTT à Tarnos, beau-frère du capitaine Georges Bergé, déjà évoqué pour la création du réseau *Castille*
- Jean Eucher-Lahon, instituteur, beau-père de Daniel Argote

Ne sont cités ici que quelques-unes des figures les plus connues, mais la liste est longue, des résistants appartenant au Grand Orient. Encore faut-il préciser qu'il n'est pas mentionné ici les membres de la loge *La Solidarité landaise*, de Mont-de-Marsan, à laquelle appartiennent plusieurs responsables des réseaux de la Côte basque.

Comment expliquer une telle fréquence ? Trois raisons doivent être soulignées.

La première réside incontestablement dans les convictions républicaines professées par les intéressés, celles-là même qui les avaient poussés à s'engager dans la franc-maçonnerie. En effet, la défense des principes de la démocratie, le combat en faveur des droits de l'Homme et la mobilisation contre toutes les formes de fascisme occupent une place centrale dans la réflexion maçonnique. La plupart de ces hommes sont des militants et ils ne peuvent accepter de se soumettre à un armistice qui fait de leur pays un allié *de facto* du totalitarisme nazi. Dans ce refus réside, par exemple, la motivation première de la réunion du 20 juin 1940, au café Ducau. On ne saurait transiger avec l'idée même de la République.

La seconde raison, plus prosaïque, tient aux dangers que le nouveau régime fait courir à l'encontre de tous les francs-maçons. En effet, parmi les principes de la Révolution nationale, figure la mise à l'écart des « vrais responsables de la défaite », aux premiers rangs desquels figurent les juifs, les communistes et les francs-maçons. Et de fait, les toutes premières mesures adoptées par Vichy concernent « l'interdiction des sociétés secrètes » (loi du 13 août 1940) et la révocation des francs-maçons appartenant à la fonction publique, l'enseignement, la magistrature et l'armée (loi du 11 août 1941). Les intéressés savent donc qu'il n'y a rien de bon à attendre du nouveau régime, même s'ils sont loin de se douter de l'ampleur et de la violence de la chasse qui sera menée à leur encontre. C'est pourquoi, dans un premier temps, ils s'efforcent de faire disparaître les archives compromettantes, en les enterrant, comme à Pau ou à Bayonne. Dans un second temps, ils se concertent pour décider d'une conduite commune à tenir, voire d'une stratégie à adopter. Presque immédiatement, une volonté de résister apparaît. Elle s'affirme dans les précautions à prendre pour tenter de dissimuler leur appartenance ou dans les fausses indications transmises aux autorités (ne sont

communiquées que des listes de francs-maçons déjà décédés). La constitution de réseaux clandestins en découlera presque naturellement. Ces précautions d'urgence n'empêcheront pas les premières révocations de pleuvoir, par exemple sur Charles Piette, inspecteur de l'Éducation nationale, président (« vénérable ») du *Réveil du Béarn*, ainsi que sur le précédent, Ernest Thébaut, directeur du collège Saint-Cricq. De même sont révoqués Lucien Favre, professeur, Jean Euchet-Lahon, instituteur, Jean Mirande, Pierre Marque, Adrien Lahourcade, etc. Honoré Baradat est déplacé, ainsi que Gaston Chaze et Raymond Souard. Mais il convient de noter que la grande majorité des francs-maçons du département parviendra à cacher son engagement et à échapper aux poursuites.

Une troisième raison doit être également évoquée : les relations de confiance que les intéressés entretenaient, parfois depuis de longues années, et qui leur ont permis d'organiser très rapidement des réseaux fiables et sûrs. En d'autres termes, et pour reprendre un terme maçonnique, la *fraternité* qui les unissait. Les rapports entre ces hommes sont, en effet, particuliers : ils ne sont comparables à ce que l'on peut observer ni dans les partis politiques, ni dans les syndicats, ni dans les associations. Une connivence profonde existe, fondée sur des relations de confiance, le partage de valeurs communes et la volonté d'améliorer à la fois l'homme et la société.

C'est pourquoi, il ne suffit que de quelques jours à Ambroise Bordelongue, fin juin 1940, pour rassembler autour de lui un noyau de militants crédibles et déterminés, parmi lesquels figureront la plupart des chefs de la résistance. C'est pourquoi Georges Bergé (qui n'est pas franc-maçon) parvient, avec l'aide d'Adolphe Lacoste et de Pierre Fort, à mettre sur pied en moins de deux semaines, fin mars 1941, un réseau d'une grande efficacité. C'est également et probablement la raison pour laquelle les réseaux départementaux ont enregistré si peu de pertes face à la répression de Vichy et des Allemands. En effet, tous les cadres, à de rares exceptions près, survivront à la période d'occupation. On n'observe pas dans les Basses-Pyrénées les trahisons qui, par ailleurs, ont coûté si cher à la Résistance. Les précautions et les habitudes de discrétion que les intéressés avaient coutume de prendre avant la guerre, dans leur pratique maçonnique, semblent avoir été payantes dans l'indispensable clandestinité de leurs activités résistantes.

Parmi les autres caractéristiques des réseaux actifs dans les Basses-Pyrénées, on retrouve l'une des constantes de la vie sociopolitique du département, **une certaine modération**. Le terme peut paraître surprenant lorsqu'il s'agit de faits de guerre et d'oppositions aussi fondamentales que celles qui séparent la Résistance et la collaboration. Mais outre le fait que ces oppositions n'ont pas toujours été aussi frontales qu'on l'affirme généralement, outre le fait qu'il est indispensable de périodiser, ce qui est valable pour la fin de l'histoire de Vichy ne l'étant pas nécessairement pour le début¹⁴, il est incontestable qu'on ne retrouve pas, sauf exceptionnellement, la violence des combats décrits dans les départements pyrénéens voisins, ou bien à Toulouse et à Bordeaux. Une remarque analogue avait déjà été faite dans ce domaine au sujet de la Milice départementale¹⁵, dont l'action n'a rien de comparable avec ce que l'on observe dans les Alpes, par exemple.

Ambroise Bordelongue symbolise cette attitude. Par nature et par conviction, il refuse tout comportement dogmatique, qui sacrifierait délibérément les hommes au profit des idées. Certes, il mobilise toutes ses forces en faveur de la Résistance, mais pas au prix de susciter la

répression brutale de l'occupant ou des services de Vichy. Il craint les attentats sanglants qui provoquent des représailles aveugles sur la population civile et qui dressent l'opinion publique contre les « terroristes » (terme utilisé par les Allemands et par Vichy pour désigner les résistants). Il se méfie des surenchères, par exemple celles des guérilleros espagnols ou du Front national, dont l'activisme peut entraîner des conséquences tragiques. Pour lui, la lutte armée ne saurait constituer un objectif en lui-même ; elle doit être préparée en vue des combats de la libération, dans la perspective de ces combats et en relations avec l'action des Alliés. C'est pourquoi il privilégie l'action quotidienne sur le terrain, la quête des renseignements, le sauvetage des personnes traquées, les sabotages et les attentats logistiques. C'est pourquoi il accepte l'entrevue avec le milicien Dabadie, considérant que cette rencontre contre nature pourra peut-être éviter des combats fratricides entre Français. C'est pourquoi il privilégie les stratégies de rassemblement sur celles d'éparpillement et de réactions spontanées. Il en résulte fréquemment des tensions, notamment avec les jeunes résistants pressés d'en découdre, avec les maquis de l'ORA ou avec les communistes. Mais, son attitude modérée, largement partagée par ses adjoints et ses proches, ne variera pas.

Dans un contexte différent, le Dr Edmond Speraber, présente, sur la Côte basque, des caractéristiques analogues¹⁶. Ce médecin généraliste de Saint-Jean-de-Luz, quinquagénaire, père de famille discret et respectable, est au carrefour de plusieurs réseaux, au point de devenir une véritable plaque tournante de la résistance. Il est membre des réseaux de passage *Comète* et *Margot*, dont il soigne fréquemment les aviateurs blessés, puis de la *Base Espagne* ; il travaille pour le réseau de renseignements franco-américain *Nana*, en relations avec le BCRA ; il crée et commande le réseau *Mécano*, spécialisé dans le renseignement et les faux papiers ; il est en relations directes avec le commandant Passicot, chef de l'Armée Secrète en Pays Basque, qu'il remplace de fait à l'été 1944, ainsi qu'avec Pierre Fort, chef des MUR en Pays basque. Ce petit homme d'apparence fragile bénéficie de la confiance des Alliés, qui le sollicitent fréquemment pour les missions les plus variées. A la Libération, il ne cherchera pas à se mettre en avant et retournera à ses activités antérieures. Le personnage, figure aussi attachante qu'étonnante, apparaît à la fois comme l'un des acteurs principaux de la Résistance basque et comme un parangon de réflexion et de modération.

De telles personnalités, sur lesquelles les feux de l'actualité n'ont jamais (ou si peu) été projetés, ni pendant, ni après la guerre, renforcent l'image particulière de la Résistance dans le département. Elles n'ont rien d'exceptionnel. Pierre Fort ou Kathalin Aguirre relèvent du même moule¹⁷.

On n'est jamais en présence de baroudeurs, ni de têtes brûlées, ni d'activistes, ni d'ambitieux affamés de reconnaissance. Il s'agit plutôt de « pères tranquilles », qui cachent, sous une apparence souvent bonhomme, une farouche détermination, au service de leurs idéaux et de leur patrie. C'est pourquoi il est souvent question à leur sujet, à l'occasion de cérémonies commémoratives, de « la banalité du bien », formule qui détourne l'expression célèbre d'Hannah Arendt¹⁸.

Réseaux de renseignements et réseaux de passage

La synthèse présentée ici se heurte, comme il l'a été dit en introduction, à un écueil inévitable, celui de passer sous silence un réseau au sujet duquel aucune information ne serait parvenue jusqu'à nous. L'exemple d'*Orion*, réseau quasiment redécouvert en 1985 à l'occasion d'une publication officielle¹⁹, montre bien qu'un tel risque est réel.

Schématiquement, deux grandes catégories de réseaux peuvent être distinguées : ceux qui travaillent dans le renseignement (avec ses corollaires habituels, les sabotages, les parachutages et les attentats à l'explosif) et ceux qui assurent des passages (ligne de démarcation jusqu'à l'hiver 1942, Espagne). Au sein du premier groupe, nous accorderons une place spéciale, au *NAP*, dont l'importance nous semble particulièrement révélatrice de la situation de notre département.

Le nombre des **réseaux de renseignements** présents sur le territoire départemental est généralement évalué à une quinzaine, peut-être une vingtaine. Leur connaissance varie en fonction de nombreux critères, aux premiers rangs desquels se situe la notoriété ultérieure de leurs membres. Lorsque, par la suite, l'un d'entre eux a exercé des fonctions officielles, soit comme élu, soit comme haut fonctionnaire, sa notoriété a pu influencer sur la connaissance du réseau auquel il avait appartenu. C'est le cas d'*Alliance* (Loustaunau-Lacau), *Brutus* (Daniel Meyer, Félix Gouin, Pierre Sudreau, Eugène Thomas, Gaston Defferre), *Castille* (Pierre Fort), *NAP* (René Cassagne), *Orion* (Alain Griotteray), etc. Il en résulte souvent un miroir déformant, susceptible d'influencer notre approche.

Les agents clés de ces réseaux sont, d'une part, les techniciens radios responsables des liaisons entre *leur* poste émetteur et leur correspondant allié et, d'autre part, les agents servant de « boîte aux lettres » (BAL), c'est-à-dire responsables du courrier. Ils sont les plus exposés et toujours les premières victimes de la répression. A leurs côtés, les agents de liaison courent des dangers considérables s'ils sont arrêtés en possession de documents. Les seules protections des uns et des autres résident dans une discrétion absolue, même auprès de leurs proches et de leurs familles, et dans un état d'alerte permanent, surtout en cas de contact imprévu.

Parmi ces réseaux, il convient de distinguer particulièrement les formations suivantes (par ordre alphabétique) :

- *Alibi*. Voir ci-dessus les conditions de sa création, en 1940. Réseau national. Dans le département, on compte quinze agents, essentiellement en Béarn.
- *Alibi-Maurice*. Il s'agit du réseau précédent renforcé en avril 1944 par l'intégration des survivants du réseau *Maurice*, démantelé par la Gestapo.
- *Alliance*. Réseau parfois appelé *Navarre*, pseudo de son fondateur, Georges Loustaunau-Lacau. Voir ci-dessus les conditions de sa création, en 1940. Réseau international commandé pendant plusieurs mois depuis Pau. Tout au long de la guerre, une partie de ses circuits passeront par le Béarn. Notons qu'il s'agit d'un des seuls réseaux de grande envergure commandés par une femme, Marie-Madeleine Fourcade.
- *Brutus*. Voir ci-dessus les conditions de sa création. Réseau lié au BCRA, constitué en 1941 par la fusion des réseaux palois *Lucas*, *Saint-Jacques* et *Raymond*. En Béarn, les principaux agents sont le Dr Roche et Albert Lelay, receveur principal des douanes à Canfranc.
- *Buckmaster*. Réseau du SOE britannique très actif à partir de 1942. La section de Bayonne est placée sous les ordres d'André Bouillar (« *Dédé le Basque* »), inspecteur de police détaché à Tarnos. Elle rassemble surtout des ouvriers travaillant aux Forges de l'Adour. Elle pratique

aussi le passage vers l'Espagne, par Saint-Jean-Pied-de-Port. Intensément recherché par la Gestapo, Boulliar ralliera au printemps 1944 le réseau *Marc* et prendra part, à la tête de son groupe, aux combats de la libération du Médoc et du Blayais.

- *Castille* (appelé aussi *réseau Pierre Fort*). Voir ci-dessus les conditions de sa création, fin avril 1941. Réseau international lié au BCRA. Il est commandé par Pierre Fort à partir de 1942. Il se fonde, le 3 mars 1943, dans *Notre Dame-Castille*, toujours sous le commandement de Pierre Fort.

- *Confrérie Notre-Dame*. Réseau international constitué par le colonel Rémy (colonel Renaud Decker) en 1940, en relation avec Passy, chef du BCRA. Il devient régionalement en 1943, après une vague d'arrestations, *Notre-Dame Castille*. Sur la Côte basque, il fonctionne dans le cadre du sous-réseau *Chiberta*, sous le commandement de Richard de Dampierre (*Virginie*), avec plusieurs passeurs et une boîte à lettres à Bayonne. Ses principaux agents départementaux sont André Cazalis (PTT), Pierre Darbonnens (SNCF) et Bernard Harispur (prison de Bayonne).

- *Marc-France*. Sous réseau du réseau belge *Marc*, travaillant pour le gouvernement belge à Londres. Les principaux agents en Pays basque sont Mlle Navizet, infirmière biarrote, Duperré, grutier, mort à Dora, et Laborde-Généis, technicien radio, mort à Buchenwald.

- *Nana*. Réseau créé en 1943 par l'OSS américaine, sur l'intervention de Margot de Gramont, forcée de quitter « son » réseau *Margot* et de se cacher en Espagne. A Pau, où est installé le PC, la boîte aux lettres centrale est confiée à Gaston Berdance et son épouse. A Bayonne, les principaux agents sont Georges Bacquerisse et le Dr Edmond Speraber. Les renseignements transitent par Madrid avant d'être transmis à Londres.

- *Nivelle-Bidassoa*. Réseau créé en 1942 par Jean-Louis Dupreuilh, de Saint-Jean-de-Luz. Bien que spécialisée dans les passages, cette formation communique au consulat britannique de Saint-Sébastien un grand nombre d'informations. Réseau démantelé le 8 juin 1944, une trentaine de ses membres est arrêtée et déportée²⁰.

- *Notre-Dame Castille* : voir *Confrérie Notre-Dame*. Réseau issu du regroupement de plusieurs réseaux, en mars 1943, et dont le commandement est confié à Pierre Fort. Il est démantelé à la fin de l'année et ses agents durement réprimés²¹.

- *Orion*. Originaire du réseau anglais *Shelburn*, ce réseau se spécialise localement dans le passage. Proche des services américano-giraudistes. Réseau *redécouvert* en 1985. L'importance numérique de ses effectifs locaux et le nombre des personnes évadées qui ont profité de ses circuits de passage vers l'Espagne semblent surestimés.

- *Shelburn*. Réseau anglais de renseignements et de passage, étroitement lié au SOE, créé en 1943. Très actif dans l'ouest de la France, le réseau assure le passage des aviateurs alliés par le Pays basque et Saint-Sébastien.

La situation stratégique du département, avec ses frontières terrestres et maritimes, explique la fréquence des **réseaux de passage**. On en compterait entre 25 et 30, une partie d'entre eux n'ayant toujours pas été identifiée. Il est vrai que les passeurs eux-mêmes ne connaissaient pas toujours le nom du réseau pour lequel ils travaillaient. Le nombre de leurs agents a plus paraître élevé, parfois plusieurs centaines de personnes ; il est vrai que, dans un tel domaine, il est difficile d'avancer des chiffres précis ; mais il n'est pas certain pour autant, comme il l'est souvent affirmé, que les effectifs soient systématiquement surestimés. En effet,

entre l'indispensable cloisonnement, qui multiplie des intervenants, et la variété des fonctions exercées (réceptionneurs, convoyeurs, hébergeurs, accompagnateurs, passeurs, etc.), ces réseaux mobilisent une grande quantité de personnes.

Un état exhaustif semble impossible à présenter, d'autant plus que la durée de certaines formations est parfois réduite à quelques mois, voire quelques semaines. En outre, si la plupart d'entre elles ne correspond qu'à la branche *évasion* d'un grand réseau international, comme par exemple pour *Alliance*, *Brutus* ou *Buckmaster*, d'autres sont totalement autonomes²⁴. Elles sont alors plus difficiles à identifier.

Néanmoins, la liste suivante, très incomplète, peut être provisoirement proposée (par ordre alphabétique) :

- *Alsace*. Sous réseau du réseau anglais d'évasion *Shelburn*. Fonctionne en 1943 depuis la gare d'Urt et la traversée du Mondarrain.
- *Base Espagne*. Système de réseau d'évasion organisé par Jean Mazou en novembre 1942, opérationnel l'année suivante. Il rassemble une trentaine de réseaux (parmi lesquels *Ber-Armand*, *Bourgogne*, *Cazimir*, *Notre-Dame Castille*, *Démocratie*, *F2*, *Ferdinabel*, *Gisèle*, *Gwynemer*, *Jade*, *Mécano*, *Nana*, *Nérac*, *Pat O'Leary*, *Samson*, *Sarrasin*, etc.) et 18 filières de passage (parmi lesquelles *Nérac*, *Perroquet*, etc.), en relations avec l'ambassade de France à Madrid. A fonctionné jusqu'à la Libération sans être véritablement inquiété²².
- *Bourgogne*. Réseau créé en 1943 par M. Groussine. Le principal agent départemental est le Palois Georges Claverie.
- *Comète*. (« Réseau des dames »). Le plus célèbre des réseaux internationaux d'évasion. Fondé par Andrée de Jongh en 1941. Sur la Côte basque, les principaux agents sont Kathalin Aguirre, Elvire de Greef et Pierre Elhorga. La figure emblématique de Fiorentino Goïkoetxea, « passeur de légende », symbolise ce réseau aux 1500 agents, qui fit passer la frontière à plus de 800 aviateurs.
- *F2*. Réseau franco-polonais, en relations avec le SOE, très actif en 1943-44 sur tout le territoire national. Renseignement et faux papiers. Une vingtaine d'agents dans les Basses-Pyrénées, organisés autour de Julien d'Eysmond, spécialisés dans le passage de la frontière²³.
- *Ferdinabel*. Appelé aussi *Les Rois catholiques* (allusion à Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille). Réseau giraudiste créé en 1942 par Odette de Blignères et René de Chaineux, aristocrates belges, et les frères Jean et François Mazou, anciens volontaires des Brigades internationales. Une vingtaine de passages par Licq-Athéray (Sauveur Bouchet), Saint-Jean-Pied-de-Port et Roncevaux.
- *Laporte*. Réseau palois créé par Jean-Baptiste Laporte (1943). Les candidats sont réceptionnés en gare de Pau et acheminés par le col d'Isaba. Réseau démantelé en mai 1943.
- *Libération-Nord*. La filière basque *Evasion* de ce réseau est très active en 1943-44. Elle passe par Cambo et le col des Veaux.
- *Margot*. Réseau éphémère, actif en 1943, proche des giraudistes, créé par Marguerite de Gramont. Filières parallèles à celle de *Comète*.
- *Nérac*. Réseau éphémère (avril-août 1943) monté par la *Base Espagne* entre Cambo et la Renteria. Finalement intégré au réseau *Alsace*.
- *Nivelle-Bidassoa*. Voir ci-dessus. Réseau hendayais et luzien créé en 1942 et démantelé le 8 juin 1944. Une vingtaine de ses agents sont déportés.
- *Ossau*. Réseau créé en 1940 par le commandant Pouey-Sanchou, actif en 1943. Une

quarantaine d'agents en Pays basque.

- *Perroquet*. Réseau monté en accord avec l'IS et la Base Espagne. Ses relais passent par Saint-Jean-de-Luz et sont les mêmes que ceux du réseau *Comète*.

- *Résistance-Fer*. Réseau actif en 1943-44, utilisant la voie ferrée du Pau-Canfranc, en relation avec le capitaine Lelay, inspecteur des douanes.

- *Vaudevire*. Sous réseau du réseau anglais d'évasion *Shelburn*. Fonctionne autour de l'abbaye de Belloc. Démantelé en décembre 1943 ; ses membres, parmi lesquels les pères Mondet et Joannateguy, sont déportés à Dachau. Un millier de clandestins auraient utilisé la filière.

- *Visigoths-Lorraine*. Réseau franco-polonais basé à Lourdes dont, les circuits passent par Peyrehorade et aboutissent à Saint-Etienne-de-Baïgorry et Urepel, chez l'instituteur Cazetou, lui-même membre du réseau *Castille*.

- *Zéro*. Réseau belge qui utilise la filière de la scierie de Mendive du Dr Schepens (Jacques Pérot). Les évadés utilisent la benne du monte-charge qui conduit les grumes au sommet de la forêt d'Iraty²⁵.

Parmi l'ensemble de ces réseaux, **une place particulière doit être faite au NAP**, réseau multiforme aux dimensions considérables. Cette formation n'a rien de spécifique au département, puisqu'on retrouve l'équivalent dans de nombreux autres, mais son développement extrême et sa place centrale, au sein de la Résistance basco-béarnaise, lui confèrent une position originale.

Le NAP (Noyautage des administrations publiques) est créé fin novembre 1942, lorsque les troupes allemandes s'installent en zone non-occupée. Les historiens ne le classent pas toujours parmi les réseaux, tant sa place est omniprésente. De fait, ses chefs (Baradat, Duboscq, Couret...) comptent parmi les fondateurs de la résistance départementale et on les retrouvera, après la libération, à la tête du CDL. Deux objectifs principaux lui sont fixés à sa création : d'une part, infiltrer les services de Vichy pour en infléchir le fonctionnement, en exécutant au minimum ses directives, et pour recueillir toute information utilisable et, d'autre part, préparer la prise de contrôle de l'administration par la Résistance.

Il rend de précieux services dans les domaines les plus divers : transmission d'informations sur les unités allemandes, les lieux qu'elles occupent, les postes de surveillance et les ouvrages fortifiés ; divulgation d'informations aux réseaux de résistance sur les infrastructures routières, ferroviaires et aériennes, en vue d'attentats ; diffusion de listes de personnes recherchées par la police (juifs, francs-maçons, réfractaires du STO, etc.), afin de les soustraire aux opérations de police ; fabrication de faux papiers ; préparation de coups de mains au profit de l'AS, des maquis et des réseaux ; établissement de listes de fonctionnaires collaborationnistes et de miliciens, etc. Des centaines de vies de personnes recherchées, pas seulement des résistants, ont pu ainsi être sauvées grâce à ses interventions.

Sous le commandement d'Honoré Baradat (*Achille*), le NAP dispose d'agents dans presque tous les cantons. Il est particulièrement actif dans les PTT, les télécoms, la SNCF, les services municipaux et préfectoraux ; il est présent dans divers services de la police, de la gendarmerie, de la justice, du ravitaillement, des Ponts et chaussées, le l'enseignement et des douanes. Il est en relations directes avec Ambroise Bordelongue, par l'intermédiaire de *boîtes aux lettres* susceptibles de transmettre les informations en temps réel. A partir du printemps 1944, il prépare minutieusement, en vue des combats de la libération, un plan de soulèvement

visant à empêcher l'armée allemande d'envoyer de renforts en troupes et en matériel vers les lieux de débarquement, en programmant la destruction des dépôts de munitions et de carburants, en identifiant les lieux de sabotage des lignes électriques et téléphoniques, en dressant les listes des fonctionnaires vichystes à neutraliser et en organisant la prise de contrôle de l'ensemble des administrations publiques. Le plan départemental d'insurrection visant à soutenir l'action des Alliés est conçu, pour l'essentiel, par ses services. C'est pourquoi, plus tard, après l'épuration, lorsqu'il s'agira de reconstituer les administrations départementales et de coordonner le retour aux institutions républicaines, Honoré Baradat deviendra le personnage incontournable. La présidence du CDL lui est évidemment attribuée et ses adjoints directs s'occuperont du ravitaillement, des infrastructures économiques, de la presse, etc.

Les dangers encourus par les agents du NAP sont bien réels. En 1944, plusieurs vagues de dénonciations et d'arrestations les atteignent et onze de ses membres trouvent la mort, soit fusillés (Cotonat, Fraisse, Lacabanne, Lafitte, Lousteau, Mourlhon), soit déportés (Fauvel, Maille) soit tués au combat (Argote, Olivier).

En conclusion, il convient de répéter que le grand travail de synthèse sur le sujet manque toujours (une remarque analogue pourrait être faite pour les maquis ou pour l'Armée Secrète). Les travaux de Poullenot, de Cruzet et d'Esteban demeurent toujours nos références de base, mais ils mériteraient d'être approfondis et précisés. Une des pistes à défricher réside dans le dépouillement d'archives nouvelles, comme l'a fait, par exemple, Jean-François Nativité avec les archives de la gendarmerie²⁶. Les documents privés constituent également une source de renseignements qui est loin d'avoir été exploitée.

De nombreuses questions restent encore en suspens, sur le sujet. Parmi elles, notamment : quelles étaient exactement les motivations des agents des réseaux ? Comment des attitudes politiques aussi opposées que celles qui caractérisaient les militants politiques, avant la guerre, ont-elles pu cohabiter dans les réseaux ? Qu'est-ce que « l'esprit de la Résistance », dans un département éclaté comme les Basses-Pyrénées ? Jusqu'où allaient les oppositions entre les réseaux civils et les réseaux militaires ? Comment s'imbriquaient les agents, les intermédiaires, les relais et les *boîtes à lettres* ? Quels étaient exactement les réseaux communistes et ceux des guérilleros espagnols ?

La dynamique universitaire en cours laisse penser qu'une partie de ces questions trouvera bientôt des réponses. Une partie seulement. Car les écueils à éviter paraissent insurmontables : la nature clandestine du sujet, la disparition des derniers témoins, la destruction quasi inéluctable des archives, à l'occasion des successions et des déménagements, les excès des récupérations mémorielles. C'est pourquoi il faut sans doute se résoudre à accepter la part d'ombre qui caractérise le sujet, avec ses corollaires habituels, les exagérations, les critiques péremptoires et les conflits inévitables.

¹ Louis Poullenot. *Basses-Pyrénées Occupation Libération (1940-1945)*. J & D Editions. Pau,

1995, 366 p.

A la mort d'Honoré Baradat, en 1971, l'auteur lui succède, pendant quelques années, aux fonctions de correspondant du *Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale*. Il récupère les archives du grand résistant palois, poursuit quelques-unes de ses recherches et publie l'essentiel des travaux un quart de siècle après, en 1995. Son ouvrage constitue l'une des bases incontournables de toute étude sur le sujet.

² Voir le Guide des sources, édité en 1994 par les Archives nationales et le *Répertoire des Archives départementales de Pyrénées-Atlantiques* (p. 759-767, séries M et W). A Pau, seuls quelques tracts en mauvais état sont conservés, ADPA, 87 W 46.

³ Marie-Madeleine Fourcade. *L'arche de Noé*. Fayard, Paris, 1970, p. 26-28.

⁴ Voir André Pintat. « De Marracq à Berchtesgaden. L'Odyssée des lycéens de Bayonne, du 20 juin 1940 au 8 mai 1945). *SSLA Bayonne* n° 133. 1977, p. 325 à 338.

Idem, « Vers la France libre. Les départs du port de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz, du 20 au 24 juin 1940 ». *SSLA Bayonne*. 2000, p. 326 à 342.

Idem, « L'Odyssée des lycéens de Bayonne, 20 juin 1940 – 8 mai 1945) ». *Revue d'histoire de Bayonne, Pays Basque et Bas-Adour*, n° 133, Bayonne, 1977, p. 325 à 340.

⁵ Voir André Pintat. « Vers la France libre. Les départs du port de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz, du 20 au 24 juin 1940. » *SSLA Bayonne*. 2000, p. 326 à 342. Voir aussi Mixel Esteban. *Regards sur la deuxième guerre mondiale en Pays Basque*. Elkar. Coll. Histoire. Bayonne, 2007, p. 83-85

⁶ Outre l'ouvrage de Marie-Madeleine Fourcade, déjà cité, voir les publications de Georges Loustaunau-Lacau et notamment *Mémoires d'un Français rebelle. Implantation du réseau Alliance dans le Béarn*. Robert Laffont, Paris 1948. Voir également André Girard, *Le temps de la méprise*, France-Empire, 1965, et Michèle Cointet, *Marie-Madeleine Fourcade, un chef de la Résistance*, Perrin, 2006.

⁷ Henri Saüt (pseudo *Back 27*) sera déporté à Dachau en juillet 1944, après dénonciation, puis transféré au camp de travail d'Allach, puis au camp d'Hersbrück, où il mourra, fin 1944. Pierre Gascogne, arrêté en octobre 1943 à la suite d'une dénonciation, sera exécuté à Fresnes le 17 juillet 1944, Jean Broqua mourra en déportation à Burschal, Camille Bouvet et le capitaine Dupuy seront fusillés en 1944. Seul Georges Loustaunau-Lacau, malgré sa déportation à Mauthausen, survivra.

⁸ L'essentiel des informations présentées ici est extrait de la notice biographique rédigée en 2014 par Louis-Henri Sallenave pour l'Académie de Béarn.

⁹ Jean Crouzet. *Aide-mémoire des années sombres*. Atlantica. Biarritz, 2006, p. 96-106.

¹⁰ Voir les études de Louis Poullenot, op. cit., et Jean Crouzet, op. cit.

¹¹ Le 12 juin 1944 a lieu à Saint-Faust, à huit km de Pau, une étonnante réunion. L'initiative en revient à Henri Dabadie, chef de la Milice du département, qui souhaite éviter que la région ne tombe dans la guerre civile à l'occasion des combats de la Libération, et va même jusqu'à proposer de rallier la Résistance avec ses troupes. La rencontre est organisée chez Sauveur Cozzolino. Elle rassemble, d'un côté, Dabadie et deux de ses adjoints (non identifiés) et, de l'autre, Bordelongue accompagné de cinq cadres éminents de la Résistance béarnaise, Honoré Baradat, René Cassagne, Pierre Couret, Henri Selvez et, bien sûr, Sauveur Cozzolino. L'entrevue tourne court, Bordelongue exigeant d'entrée que les miliciens rendent les armes et se constituent prisonniers. Mais elle montre qu'en Béarn, tous les liens n'étaient pas rompus entre les résistants et les partisans d'une collaboration dure.

Le seul résultat tangible de cette réunion est la double sanction qui tombe, un mois plus tard, sur ses organisateurs. Bordelongue est relevé de ses fonctions de président du CDL, au profit d'Honoré Baradat (lui-même pourtant présent à Saint-Faust) ; mais notons qu'il garde le commandement du MLN. Quant à Dabadie, il doit lui aussi céder sa place de chef départemental de la Milice, au profit du commandant Mortémart de Boisse.

Une question demeure toujours sans réponse : comment Bordelongue a-t-il pu accepter une telle rencontre sans en référer à ses chefs (ou peut-être à leur insu) ?

¹² Sur l'histoire de cette loge, voir *Orient de Pau. Centenaire du Réveil du Béarn*. Ouvrage collectif, Pau, 1988, 40 p. Voir aussi Jean-Loup Caumont-Prim, *La franc-maçonnerie paloise sous l'Occupation (1939-1945)*, master 1, UPPA, 2009, 72 p.

¹³ Cf. Jean Crouzet, op. cit. p. 98-103

¹⁴ L'ouvrage de Pierre Laborie, *Le chagrin et le venin. La France sous l'Occupation. Mémoire et idées reçues*. Bayard, 2014, 356 pages, défend, de façon très convaincante, la thèse de « la difficile sortie d'une vision en noir et blanc » de la Résistance. Il affirme notamment l'ambivalence de certains comportements, par exemple, que la vénération pour Pétain n'exclut pas le désir de voir les Alliés gagner la guerre, par exemple que le choix d'entrer dans la Résistance en 1942-43 peut succéder à une phase précédente de maréchalisme. Entre la lutte armée et la collaboration, il peut exister une multitude d'attitudes que le grand public d'aujourd'hui peine à concevoir.

¹⁵ Cf. la note 11. Voir aussi Claude Laharie, « La Milice des Basses Pyrénées (1943-44). Un bref aperçu » in *Vichy et la collaboration dans les Basses-Pyrénées* (sous la direction de Laurent Jalabert et Stéphane Le Bras), Cairn, Pau, 2015, pages 109-129.

¹⁶ Cf. Jean Crouzet, op. cit. p. 161-164. Voir aussi Jean Crouzet, « Le docteur Speraber », in *La semaine du Pays basque*, septembre 1994

¹⁷ Pierre Fort, dont il a été plusieurs fois question ci-dessus, est la figure la plus connue de la

Résistance en Pays basque. Kathalin Aguirre est la plaque tournante du réseau *Comète* sur la Côte basque.

¹⁸ A l'occasion du procès Eichmann, en 1962, Hannah Arendt avait développé le thème de « la banalité du mal » (*Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*. Gallimard, 1963) pour désigner les crimes de l'accusé, personnage bureaucrate, besogneux et d'apparence insignifiante.

¹⁹ *Le réseau Orion*, plaquette en couleurs publiée par le Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, Délégation à la Mémoire et à l'Information Historique, Paris 1985, 8 pages. Une excellente analyse critique de la redécouverte du réseau *Orion* est faite par Jean Crouzet, op. cit. p. 107-113.

²⁰ Voir la solide étude que lui consacre Mixel Esteban *Regards sur la seconde guerre mondiale en Pays basque*. Elkar, coll. Histoire, Donastia, 2008 (chapitre 5).

²¹ Jean Crouzet, op. cit. précise (p. 93) : « Dans le secteur Côte basque, 38 agents ont été enregistrés, parmi lesquels huit femmes. Douze ont été arrêtés et déportés et cinq ne sont pas revenus : Joseph Azibert, Roger Frossard, Gabriel Lacrouts, Emile Lamothe mort à Dora, et Bernard Mallet. »

²² Une étude très précise est présentée dans l'ouvrage de Louis Poullenot, op. cit. Pages 76-81.

²³ Même remarque, pages 69-71. Louis Poullenot et son épouse Elise appartenaient à ce réseau (en plus du NAP).

²⁴ Une étude précise des réseaux d'évasion passant par le Pays basque a été publiée par Jean Crouzet, sous le titre « Le chemin des crêtes », dans *La Revue de la Résistance*, n° 3, ANACR-Landes, 2001, pages 7-19.

²⁵ Meg Ostrum *Le chirurgien et le berger. Deux héros de la Résistance au Pays basque*. Aubéron, Mayenne, 2012, 270 pages. Récit très documenté sur ce médecin qui, après la guerre, fit une brillante carrière à Boston.

²⁶ Voir son article « Violences d'état et action conjoncturelles : l'exemple de la gendarmerie dans les Basses-Pyrénées » in *Vichy en Aquitaine*, Editions de l'Atelier, coll. Patrimoine, Clamecy 2011, pages 250-258.